

Conversation épistolaire avec Camille Larivée

Eunice Béliador

Number 127, Winter 2021

Sortir
Come Out

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/95148ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Le Centre de diffusion 3D

ISSN

0821-9222 (print)

1923-2551 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Béliador, E. (2021). Conversation épistolaire avec Camille Larivée. *Espace*, (127), 60–65.

CONVERSATION ÉPISTOLAIRE : EUNICE BÉLIDOR ET CAMILLE LARIVÉE

À la suite de l'invitation de Laurent Vernet pour une collaboration d'entretien pour ce dossier de la revue *ESPACE*, Eunice Bélidor a voulu discuter avec Camille Larivée, commissaire, artiste et directrice de la programmation du Collectif des commissaires autochtones vivant à Montréal/Tiohtià:ke. Après avoir accepté son invitation, et vu les présentes mesures d'isolement dû à la COVID-19, elles ont décidé d'en faire une conversation en format épistolaire. Afin de débiter cet entretien, Camille a envoyé à Eunice ces propositions de lectures : *Take Back the Streets*¹, une entrevue avec Camille dans le magazine *Vie des Arts* en lien avec sa résidence Wikipédia Art+Féminisme à Artex²; le texte de commissariat du projet *Nous ne sommes pas faits de briques et de poussière*³; ainsi que des liens vidéo du projet *Unceded Voices/Les Voix insoumises*⁴. Voici donc l'entretien à la suite des lectures.



Eunice J'aimerais beaucoup discuter des enjeux de représentation de l'art autochtone, à savoir qui est sélectionné.e et subventionné.e pour présenter de l'art dans la rue au public et l'apport de l'architecture dans ces pratiques, entre autres. Je pense également à tout l'art de rue noir, notamment à Five Points à New York, situé au sud de Manhattan et considéré comme un *slum*, mais dont les édifices ont plus tard servi comme canevas à de nombreuses murales et graffitis indépendants, qui ont été complètement effacés, ou des films comme *Style Wars* sur le graffiti, qui, à l'époque, étaient considérés comme une nuisance. J'aimerais également spéculer sur ce que pourrait ou aurait pu être le cadre bâti si les personnes noires et autochtones avaient toujours été souveraines. Merci beaucoup d'avoir partagé ces lectures avec moi. Il y a plusieurs points dans ces textes que j'aimerais aborder dans notre échange. D'une part, dans l'article *Take Back the Streets*, tu affirmes : « Les pratiques décoloniales d'art de rue sont une forme d'autonomisation. Puisque l'art de rue opère à l'extérieur des espaces artistiques dominants, il défie la nécessité d'une reconnaissance institutionnelle⁵. » : peux-tu me parler de ce qui t'a amenée vers cette réflexion et si, à la base de la création du projet *Unceded Voices/Les Voix Insoumises*, c'était une affirmation que tu avais déjà en tête ? D'autre part, pour le projet *Nous ne sommes pas faits de briques et de poussière*, tu as été invitée à « sortir l'art dans la rue » ; t'es-tu heurtée à des défis institutionnels ?

Camille Comme tu l'as déjà bien mentionné, je crois que ce qui unit nos réflexions sur ces enjeux est la souveraineté, l'indépendance et la résilience qui sont au cœur des pratiques artistiques et de commissariats de personnes BIPOC et 2SLGBTQIA+ dans les lieux publics, et comment de nombreuses initiatives s'inscrivent dans une approche qui défie les lieux et les règles coloniales dans les espaces urbains. Ton excellent exemple du secteur Five Points à NYC démontre comment l'architecture et la géographie des quartiers urbains de la plupart des villes nord-américaines sont souvent définies selon des critères ancrés dans le patriarcat, le colonialisme et le racisme. Montréal/Tiohtià:ke ne fait malheureusement pas exception à la règle, et cela m'a fait penser au *Projet Burgundy* de l'artiste Kamissa Ma Koïta, une série de performances ancrée dans une démarche de déambulation urbaine que Kamissa a effectuée en compagnie de jeunes issu.e.s des communautés noires du



Lindsay Katsitsakatste Delaronde, *Aiako'nikonhraïén:ta'ne*, 2015. Performance dans le cadre du projet *Unceded Voices/Les Voix Insoumises*. Photo : Michael Thessel.

quartier de la Petite-Bourgogne. Ces performances ont eu lieu dans le cadre du projet *Nous ne sommes pas faits de briques et de poussière*, un projet dit « hors les murs » que j'ai commissarié en réponse à une invitation de la Ville de Montréal et au réseau Accès Culture à l'été 2019. Kamissa et moi avons fait plusieurs recherches d'archives à propos de l'histoire politique et sociale du quartier Petite-Bourgogne. Ce fut des recherches ardues et compliquées, car il est très difficile de trouver des informations sur l'histoire coloniale du quartier, et les archives de la Ville sont quasiment inaccessibles pour le grand public. Lors de nos recherches, nous avons été choqué.e.s, mais pas étonné.e.s, par le projet de revitalisation urbaine de ce quartier, entrepris par la Ville au cours des années 1960, forçant la dispersion et l'isolement de nombreuses familles des communautés noires installées dans le quartier depuis la fin du 19^e siècle en raison de la proximité du chantier de construction du *Canadian*



Cam, *We are storytellers*, 2020. Peinture acrylique et colle. Photo : Cam.



Cam, *Protect the land*, 2018. Peinture acrylique, peinture en aérosol et colle. Photo : Cam.

Pacific Railway où de nombreux membres des communautés travaillaient. Ce projet d'embourgeoisement est un processus toujours d'actualité dans ce quartier. Kamissa a revisité l'histoire des rues du quartier en discutant avec plusieurs personnes et en effectuant des collages avec les jeunes autour de lieux importants pour les communautés. Ces collages honoraient des aîné.e.s. et des jeunes qui ont bâti et protégé le quartier. Ce sont des histoires que Tiohtià:ke/Montréal souhaite oublier.

Je pense souvent à ce que nous diraient les vieux bâtiments, murs et structures toujours en place s'ils pouvaient nous raconter le passé, et comment il faut prendre le temps de se promener et d'écouter. Est-ce que tu penses aussi, à ce que les espaces urbains tentent d'étouffer, invisibiliser et ignorer ? Je crois que des projets comme celui de Kamissa permettent de corriger et de se réapproprier des moments de l'histoire coloniale. Ces déplacements collectifs créent des opportunités de nouvelles rencontres et une expérience corporelle et affective de l'espace qui permet de s'interroger sur l'urbanisme actuel. Je crois que les défis institutionnels, pour une majorité de projets réalisés en espaces urbains subventionnés par une institution ou par du financement public, sont de l'ordre de la rigidité, du sens de l'urgence et du détachement émotionnel. Par cela, je veux dire

qu'il est difficile, particulièrement pour les artistes et commissaires BIPOC 2SLGBTQIA+, de réaliser des projets où il est permis d'imaginer des espaces alternatifs sans s'insérer dans des territoires dits « privés » et dans lesquels il est possible de prendre le temps de discuter d'idées qui sont mises de l'avant par et pour les communautés que de nombreuses personnes en position d'autorité dans ces institutions aiment nommer « multiculturelles ».

Pour moi, bâtir des relations, rêver et construire une multitude d'espaces souverains en compagnie d'artistes qui défient les nécessités des reconnaissances institutionnelles dites obligatoires pour survivre dans ce milieu est un privilège, mais aussi une nécessité. J'aimerais donc aussi te poser la question suivante : quels sont les espaces souverains sur lesquels tu travailles ou dont tu rêves ?

Eunice J'ai beaucoup aimé lire sur le projet de Kamissa dans la Petite-Bourgogne. Ce quartier me fascine, car l'une des seules raisons pour laquelle on en sait « autant » sur son histoire est due aux quelques grandes figures noires qui y ont vécu et qui ont été reconnues à l'international. Évidemment, je parle ici d'Oscar Peterson et d'Oliver Jones. Maintenant que ce



Dolly Deals, *Certains d'entre nous ne sont jamais revenus de ces écoles*, 2017. Murale réalisée dans le cadre du projet *Unceded Voices/Les Voix Insoumises*. Photo : Cecile Lopes.

quartier est à un point critique de son embourgeoisement, c'est certain que de refaire sortir ces hommes de musique dore l'image du quartier et donne du prestige aux nouveaux.elle.s habitant.e.s qui n'en savaient rien d'autre que les faibles prix des loyers (à l'époque), la proximité au centre-ville et la foule de restaurants qui s'y trouvent. Little Burgundy (de son nom anglais), quartier historiquement noir et anglophone, me fait automatiquement penser au quartier d'où je viens, le quartier Saint-Michel. C'est un quartier historiquement noir et francophone, coupé par l'autoroute 40 et coincé entre deux anciennes carrières. Ici, je sens que, non seulement la langue y est pour quelque chose (Saint-Michel est à l'est de Saint-Laurent), mais son éloignement du métro, par exemple, en fait un lieu moins accessible. Les rues et l'architecture du quartier sont très différentes des quartiers centraux et anciens de Montréal, vu le développement rapide dans les années 1960. Toutes les réflexions que j'ai sur le délaissement des quartiers noirs francophones et l'effacement des quartiers noirs anglophones ne prennent évidemment pas en considération l'effacement total et complet des personnes autochtones en milieu urbain : il y en avait quelques-un.e.s qui habitaient à Saint-Michel avant mon départ, mais pour moi, ça m'a pris trente ans avant de les voir. Iels étaient mes voisin.e.s, nous allions dans les mêmes commerces. Comme la plupart des

quartiers avec un fort nombre d'ethnicités différentes, nous nous regardions et nous étions les mêmes : malgré tout, la majeure partie de nos vies se passe dans d'autres quartiers.

Pour répondre à ta question, lorsque je fais des marches et que je lève les yeux, que je tourne un coin de rue et que j'arrive dans un espace complètement vide, je me demande toujours : qu'est-ce qu'il y avait avant, ici ? Pourquoi n'est-ce qu'un lot vacant avec quelques blocs de ciment épars ? Pourquoi est-ce qu'on a construit un condo neuf ici au lieu de conserver un édifice qui faisait partie du quotidien des gens à une époque ? Qui est exclu, qui est poussé hors de la ville ? Et surtout, à qui veut-on plaire ? Qui veut-on amener ici, dans ces espaces qui ont appartenu à un voisinage complet ? J'ai grandi à Tiohtià:ke et je me souviendrai toujours du *white flight*, quand tout le monde voulait le gazon le plus vert possible à Laval. Dans les années post-industrielles (à la suite du déclin du *Canadian Pacific Railway*), quand les quartiers perdaient leurs zonages résidentiels, furent bâties par-dessus les décombres de nouvelles maisons plus brillantes et plus grandes, qui y habite maintenant ? Où étaient-iels lorsque les gens appelaient Montréal « la dangereuse », avec ses gangs de rue et sa mafia ? Je regarde la ville se transformer et je me demande si, en fait, mon amertume me fait résister



Cam, *Nous sommes toujours ici*, 2020.
Peinture acrylique et colle. Photo : Cam.

à quelque chose qui se veut positif. Je pense que pour nous deux, travailleuses culturelles montréalaises qui ont à cœur le développement de nos communautés (BIPOC et 2SLGBTQIA+ qui s'entrecroisent), c'est une évidence de regarder Montréal et ses non-lieux, de vouloir redonner la ville aux gens qui la font.

Je pense souvent au fait que le quartier Saint-Michel, avant son annexion à la Ville, en 1912, était surtout une zone agricole avec des fermes laitières. Il y avait même quelques cours d'eau. La rue Jarry et la montée Saint-Michel étaient les artères principales. Une partie du quartier, celle plus près du métro, aussi nommée District François-Perreault, a une œuvre d'art public (*Le mélomane*, Michel Dubreuil, 2011). Ce district est le plus susceptible d'être embourgeoisé pour ces raisons (art, proximité au métro). Je me demande s'il serait possible, pour les potentielles futures œuvres d'art public, de faire un lien avec l'ancienne histoire du quartier ? Ou sinon, de créer un lien réel avec ces citoyen.ne.s actuel.le.s. Cela dit, je sais que c'est souvent par l'art et la présence d'artistes que naît l'embourgeoisement, et loin de moi de vouloir pousser encore plus loin des habitant.e.s qui sont normalement délaissé.e.s par toutes les mesures d'amélioration de la Ville. Je me pose la question : quels espaces souverains pourraient exister dans le quartier Saint-Michel sans que cela signifie détruire son essence ?

D'autres espaces, qui me sont souverains et qui nécessitent une autre discussion, sont les voies ferrées autour de la ville : peu utilisés et souvent laissés dans un état brut, ces espaces sont des tiers lieux où l'on peut faire de la cueillette sauvage, et parfois les

gens n'y sont pas du tout attentifs ! Dans mon cas, je suis attentive aux environnements qu'ils séparent, qu'ils transforment : qui s'y retrouve ? Comment ces « non-espaces » sont-ils vécus ?

Je m'arrête ici, mais je te pose cette question : vers où penses-tu que les projets que tu crées avec la rue et l'architecture vont mener Tiohtià-ke/Montréal ?

Camille Comme tu expliques bien la question du pouvoir et de l'accès aux ressources, des inégalités qui ne font que creuser les frontières invisibles entre quartiers.

J'aimerais revenir sur ces « non-espaces » que tu as mentionnés et que je trouve très intéressants. Je perçois ces espaces comme des frontières invisibles et visibles à la fois ; ils séparent des communautés et des réalités, mais, par exemple, les voies ferrées peuvent être aussi des lieux de rencontres souverains où des artistes de street art peuvent inscrire leurs messages dans un contexte de réappropriation de l'espace urbain. Ces endroits souvent déserts et considérés comme « laids » sont en fait des lieux de résilience, que ce soit avec la cueillette sauvage que tu as mentionnée ou des actions artistiques réalisées dans un cadre ouvert, sans restriction.

Pour répondre à ta question, je crois que les projets que je crée avec la rue et l'architecture permettent, j'espère, de prendre le temps d'honorer ceux et celles qui étaient ici avant nous et qui prennent soin de leurs communautés, ainsi que de repenser nos relations avec les quartiers dans lesquels nous habitons.

C'est une grande responsabilité et un privilège de pouvoir peindre, coller, dessiner et performer dans les espaces publics, car un dialogue direct s'établit entre les artistes et les citoyen.ne.s, et les messages ou significations des œuvres peuvent avoir un véritable impact sur les individus ou les communautés. Que ce soit une murale qui honore les relations 2SLGBTQIA+ ou des graffitis qui dénoncent la violence policière et coloniale, ce sont des marqueurs visuels qui donnent une identité politique et sociale à une ville comme Montréal/Tiohtià:ke. Je pense, par exemple, au projet de *street art* collectif *Unceded Voices/Les Voix Insoumises* qui a réuni une dizaine d'artistes BIPOC et 2SLGBTQIA+ du Canada et des États-Unis, qui ont réalisé des murales, collages et performances dans trois quartiers de la ville autour des thématiques de la décolonisation, de la résilience et de la protection des savoirs ancestraux.

Ce qui m'intéresse, ce ne sont pas les œuvres d'art public qui représentent un statu quo, mais celles qui offrent une plateforme historique, sociale ou spirituelle à ceux et celles qui ne font pas partie du *mainstream*. Je crois que nous n'avons plus le choix, dans le contexte politique et social actuel, de créer des visuels en espaces urbains qui prennent de fortes positions antiracistes, anti-sexistes et décoloniales. Il y a une nouvelle génération d'artistes, commissaires et travailleur.euse.s culturel.le.s qui est prêt.e et qui continue à faire ce travail et j'espère que les personnes qui possèdent le pouvoir les écouteront en faisant les concessions demandées.

Comme toi, je tente de rester positive malgré cette amertume que je ressens souvent. Vivre en contexte urbain peut être une expérience difficile, mais rien ne me fait plus plaisir que les gens qui me disent s'être senti.e.s touché.e.s par les œuvres qui ont été réalisées dans le cadre des projets que j'ai organisés. J'espère continuer de voir et de faire naître d'autres initiatives dans cette direction. Le futur du *street art* est dans le mentorat et le partage des connaissances !

1. Laurence Desmarais et Camille Larivée, « Take Back the Streets », *Canadian Art*, 30 octobre 2017. [En ligne] : bit.ly/34Vd4zi.
2. Jade Boivin, « Les rouages de Wikipédia : une encyclopédie libre représentative? », *Vie des Arts*, n° 257, Hiver 2020.
3. Camille Larivée, *Nous ne sommes pas faits de briques et de poussière*, projet hors-les-murs réalisé pour le Réseau Accès Culture, 29 juin au 10 août 2019. [En ligne] : bit.ly/3kZzbKz.
4. *Unceded Voices/Les Voix insoumises*, série documentaire, 2017. [En ligne] : bit.ly/3kZG12S.
5. *Ibid.* 1. (Traduction libre de l'autrice).



Basée à Montréal/Tiohtià:ke/Mooniyaang, **Camille Larivée** est directrice de la programmation pour l'Aboriginal Curatorial Collective/Collectif des Commissaires Autochtones (ACC/CCA), un organisme sans but lucratif qui vise à soutenir les créateur.trice.s autochtones du Canada, et elle travaille à construire des relations saines entre les commissaires, les artistes, les communautés autochtones et les institutions avec lesquels l'organisation travaille. Sa démarche de commissaire, d'artiste de rue et d'autrice s'inscrit autour de l'invisibilité des artistes et muralistes autochtones, personnes de couleur et 2ELGBTQIA dans l'espace urbain montréalais.



Née à Montréal/Tiohtià:ke, **Eunice Bélidor** est commissaire, épistolière, autrice et chercheure. Elle est la récipiendaire du prix de commissaire émergente de la Fondation Hnatsyshyn (2018). Sa pratique porte sur l'art contemporain haïtien, la mode, le design et la correspondance. Elle détient un baccalauréat en histoire de l'art (Université Concordia), une maîtrise en histoire de l'art et diplôme de 2^e cycle en études commissariales (Université York). Elle est actuellement Directrice de la Galerie FOFA de l'Université Concordia.